



HAL
open science

Bruno Frère (dir.), Le Tournant de la théorie critique
Jedediah Sklower

► **To cite this version:**

Jedediah Sklower. Bruno Frère (dir.), Le Tournant de la théorie critique. Réseaux : communication, technologie, société, 2016, pp.281-286. 10.3917/res.197.0279 . hal-02185909

HAL Id: hal-02185909

<https://hal.science/hal-02185909>

Submitted on 20 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jedediah Sklower

Bruno Frère (dir.), *Le Tournant de la théorie critique*, Paris, Desclée de Brouwer, coll. « Solidarité et société », 493 p.

Recension publiée dans *Réseaux*, n^{os} 197-198, 2016, pp. 281-286.

Cet ouvrage entend illustrer et soutenir les développements d'un « tournant » de la théorie critique au sein de la philosophie et de la sociologie. Les textes réunis par Bruno Frère se démarquent de la tradition associée à l'héritage de l'École de Francfort et de la sociologie de la domination en remettant en cause le monolithisme de certains de leurs paradigmes (aliénation, réification, fausse conscience, *illusio*, violence symbolique, domination...) et donc leur pessimisme intellectualiste vis-à-vis des capacités critiques et des possibilités d'émancipation des dominés. Cette rupture dans la continuité passe par la mobilisation d'autres traditions de pensée et de recherche pour ouvrir de nouveaux horizons productifs aux sciences sociales, en repensant l'activité pratique et les savoirs des acteurs du monde social, préalable nécessaire à l'articulation entre l'espace des luttes et celui de la recherche.

L'ouvrage est composé de deux parties (« le mouvement des nouvelles théories critiques » et « capacités critiques et théorie de la domination. Quelle complémentarité ? »). Bruno Frère l'introduit en revenant sur les convergences entre les rives françaises et allemandes de ladite théorie des années 1930 (Adorno et Horkheimer) aux années 1960 (Marcuse, Bourdieu) pour ensuite souligner la rupture commune aux héritiers de ce courant des deux côtés du Rhin : l'intérêt porté à l'acteur compétent, à la grammaire de ses actions et à ses capacités à la résistance à l'oppression.

La première partie s'ouvre avec une contribution de Jean-Louis Genard sur la reconnexion de la sociologie critique au problème de la morale. Cette articulation doit être pensée historiquement : l'anthropologie du « doublet empirico-transcendantal » (p. 50) théorisé par Foucault dans *Les Mots et les choses*, constitué d'une liste de dualismes opposant des termes antithétiques (esprit/corps, actif/passif, autonome/hétéronome...), et qui est à la racine de l'épistémologie des sciences sociales, est passée d'une accentuation disjonctive opposant les termes à une accentuation conjonctive (qui s'est imposée dans les années 1950-60) fondée sur un continuum les mêlant. Ce glissement éclaire selon l'auteur « la montée du référentiel moral au sein de la sociologie critique » (p. 54).

Les trois textes suivants sont liés par leur intérêt porté pour la question de la situation du chercheur par rapport au monde social. Thomas Périlleux soutient que la « clinique du travail peut conférer une portée critique et politique à des plaintes qui peinent souvent à accéder à une scène publique » (p. 67). Par l'espace qu'ils ouvrent – notamment les travaux qui s'intéressent au travail et à ses transformations récentes – aux expériences subjectives de la domination, les cliniciens entrent « dans une herméneutique du drame vécu du travail » (p. 77) complémentaire au travail critique.

Pour analyser « la structure capitaliste dominante de l'«espace d'interprétation» de la modernité » (p. 102), Vando Borghi propose un détour par la perspective postcoloniale de Dipesh Chakrabarty et ses deux espaces historiques, « l'Histoire 2 » permettant de pluraliser la modernité et de penser, avec Boltanski, la description de situations vécues. Ainsi, avec une sociologie publique organique inspirée du travail de Michael Burawoy, on peut combiner sociologies critique et pragmatique dans le dialogue et l'éducation mutuelle du chercheur et du public.

L'œuvre du sociologue britannique est mobilisée de façon similaire par Patrick Baert et Alan Shipman pour penser l'engagement de « l'intellectuel enraciné ». Ils critiquent la thèse du déclin de son statut social et de son influence : celle-ci centre trop son analyse sur l'espace universitaire et méprise l'affirmation de sa relation dialogique avec le public, qui motive de plus en plus son enracinement dans le monde social.

Puis Simon Susen propose un tableau synthétique en prose des points de convergence et de divergence de la sociologie critique et de la sociologie pragmatique de la critique autour de huit concepts : le social, la pratique, la critique, l'intérêt, l'aporie, l'arrière-plan, le pouvoir et l'émancipation. Malgré les oppositions, les deux approches « sont loin d'être incommensurables » (p. 185).

Ce texte sert d'une certaine manière de transition vers la seconde partie, introduite par un chapitre de Luc Boltanski. Le sociologue revient sur des concepts clé de son œuvre : les modes de domination, les notions d'épreuve, de cité, la distinction entre réalité et monde. Le mode actuel de gouvernance managériale par le changement prend appui sur des institutions dont l'autorité « entend se situer au point d'indistinction entre la *réalité* et le *monde* » (pp. 210-11), situation qui étouffe la critique, en ce qu'elle se retrouve dépouillée de l'extériorité du monde « sur laquelle elle pouvait prendre appui pour tenter de mettre en cause la réalité » (p. 212).

Jean De Munck revient sur les différents cheminements (romantisme, réalisme, modernisme, avant-gardisme) et déclinaisons de la critique artiste depuis le début du XIX^e s. : art pour l'art cantonné à la sphère esthétique ; artiste souverain qui lie esthétique et politique ; art engagé couplé à une validation extérieure à la pratique esthétique. Contrairement au diagnostic postmoderniste, la critique artiste n'est pas épuisée aujourd'hui : la montée d'un « consumérisme esthétisé » est le signe non pas de l'omnipotence du capitalisme, mais d'une différenciation interne qui « introduit en son sein non une homogénéisation, mais de nouvelles tensions normatives » (p. 240) appelant à un renouveau de ladite critique.

Alain Eraly propose ensuite un panorama sélectif de quelques raisonnements du philosophe Slavoj Žižek (fétichisme, réification et refoulement, question du sujet, modernisation réflexive, culturalisation de la politique), pour « relativiser le modèle de l'acteur critique et réflexif » (p. 245). Il conclut sur sa conception de l'idéologie et sa « vision pessimiste » du monde qui ne débouche sur aucune solution pratique (p. 266) : pour l'auteur, si Žižek continue à aspirer à un dépassement du capitalisme, c'est sans pour autant répondre à la question de la façon dont son discours critique pourrait « acquérir une force sociale » (p. 267).

Dans le chapitre suivant, Laurent Thévenot reprend le cadre analytique de ses travaux avec Boltanski pour analyser le nouveau mode de « gouvernement par l'objectif ». Celui-ci gère le travail sur le format du plan et fonde sa justification sur des instruments d'évaluation qui transforment « des fondements normatifs discutables en une objectivité que tout un chacun serait tenu d'accepter par réalisme » (p. 286). On retrouve, avec d'autres termes, la réduction de la réalité au monde, ainsi que la situation inconfortable du travail critique : il ne suffit alors pas de reconduire la critique antérieure de la science et des experts, il faut également « distinguer en quoi le traitement de la réalité affecte celui des capacités des personnes », à partir d'une nouvelle théorie du pouvoir, ce que permet notamment la notion d'« engagement gagé sur une réalité appropriée » (p. 292).

À l'aune du travail de Talcott Parsons, Axel Honneth s'attèle à l'analyse des luttes récentes pour la reconnaissance. Les sphères institutionnelles de reconnaissance se sont effacées, de moins en moins d'individus « sont en droit de réclamer pour leurs efforts et ce qu'ils accomplissent une reconnaissance intersubjectivement partagée » (p. 321). Sans lieux d'expression et sans normes, ces luttes de tous les secteurs de la vie sociale se sont ensauvagés.

Pour clore la seconde partie, la philosophe Nancy Fraser traite de ce même problème de la reconnaissance à partir de son « modèle statutaire » (la reconnaissance est liée à un statut

défini par des rapports sociaux), en le fondant sur un « dualisme perspectiviste » qui révèle « les liens cachés entre redistribution et reconnaissance », « les soubassements culturels des processus spécifiquement économiques » et vice-versa (p. 345). Il s'ensuit que les luttes ne peuvent être comprises à l'aune ni du « dualisme substantif » des perspectives strictement culturalistes ou économistes, ni de « l'anti-dualisme post-structuraliste » qui obscurcit quant à lui les « divergences qui existent entre les statuts sociaux et les classes sociales » (p. 344).

L'ouvrage se termine en deux temps : d'abord, par une conclusion de Bruno Frère sur l'idéalisme commun aux générations successives de la théorie critique : selon lui, leurs membres pensent tous le monde social comme déchu d'un substrat anthropologique et communicationnel non corrompu, antérieur à la réification (mimesis d'Adorno et Horkheimer, monde vécu intersubjectif chez Habermas, communication pure à l'origine de toute forme de reconnaissance de soi chez Honneth). Une imputation qui pourrait être sujette à critique, lorsqu'il inclut par exemple Bourdieu à cet ensemble : la conscience humaine serait « polluée par l'idéologie dominante et l'habitus. Au sociologue de lui restituer son lustre initial » (p. 354). Il ne nous semble pas que le sociologue eût cette conception « rousseauiste » de la conscience humaine, ni par conséquent qu'il caressât l'espoir d'une régression hors de l'habitus par le dévoilement sociologique ; celui-ci a plutôt pour tâche d'aider à une prise de conscience plus ou moins libératrice des déterminations de celui-ci qui n'implique en rien la restitution d'une quelconque pureté. Quoi qu'il en soit, à l'aide des pragmatismes de Bruno Latour et de Luc Boltanski, la nouvelle théorie critique doit en finir avec cet « homme souillé de la philosophie sociale » (p. 376) pour travailler avec la matière brute et imparfaite du monde vécu et des luttes telles qu'elles se font.

Enfin, dans sa postface, Jean-Louis Laville prolonge cette réflexion en défendant le champ et le terrain de l'économie sociale et solidaire, qui, contrairement aux critiques qui la renvoient au rang d'allié objectif du démantèlement de l'État-providence, « participe plutôt d'un mouvement hétérogène de remise en cause d'un territoire économique borné par le marché et l'État » (p. 429). Il souligne également l'importance des apports de la sociologie publique (Burawoy, de nouveau) à la perspective pragmatique en ce qu'elle coopère avec le « tissu de la société civile » (p. 426), et des « épistémologies du Sud » pour penser la modernité comme pluralisme.

Cet ensemble de contributions est une très bonne synthèse introductive aux problématiques et aux déplacements épistémologiques insufflés par ce tournant de la théorie critique à partir des

années 1980 et ses différents représentants. Le programme de la plupart des contributions, qui dénichent la nuance et préconisent la modestie contre les totalisations systématiques, de même que l'appel de plusieurs textes à faire avec les ambiguïtés du monde social (et l'on connaît celles des Femen et des Anonymous, mentionnés avec enthousiasme en quatrième de couverture), sont autant de gestes salutaires à nos yeux. C'est d'autant plus louable que Bruno Frère se risque, dans sa conclusion, à un dialogue critique avec deux auteurs participant à l'ouvrage et représentatifs de ce tournant, Honneth et Boltanski.

En revanche, les appels de nombreux contributeurs à un savoir informé par le vécu des associations et des luttes à l'œuvre dans le monde social, voire co-construit avec les acteurs, n'est pas mis en pratique dans les textes. L'écho des actions et des prises de parole est trop faible et les illustrations rares dans une majorité de textes. Ce n'était bien sûr pas le but de l'ouvrage, qui se veut programmatique et non empirique : un ensemble de synthèses, non une collection de terrains, que l'on pourra découvrir à la lecture d'autres travaux des chercheurs invités ou analysés. Pourtant, il y a quelque chose d'un peu paradoxal à en appeler à une fertilisation croisée de l'analyse universitaire et des savoir-faire du « monde », dans un livre dont le contenu n'est pas concrètement le produit « avec les acteurs [de] la théorie de leur pratique » (p. 399) et dont la forme l'adresse de fait à un public d'universitaires : on évoque la co-construction du savoir sans en invoquer le partenaire.

Ensuite et surtout, si l'on considère l'importance de l'étude des industries culturelles dans la première théorie critique allemande et celle des pratiques culturelles dans la sociologie de Bourdieu, il nous a semblé étonnant qu'aucune esquisse de dialogue ne fût ne serait-ce qu'envisagée avec la sociologie culturelle (ni avec l'économie politique de la communication – autre versant productif de l'héritage francfortois –, l'histoire culturelle, la tradition du « paradigme des usages » dans les SIC, ou encore les travaux d'autres membres proéminents du CSI). Sa disqualification tacite tient probablement au reproche classique de culturalisme : un écho, par-delà la distance instaurée, du mépris de Bourdieu pour le subjectivisme qu'il y décelait trop systématiquement ? Dans le sillage notamment de l'École de Chicago (et donc du pragmatisme américain), les *cultural studies* ont intensément creusé les questions de l'hégémonie, de l'activité des acteurs du monde social et du rapport des chercheurs à celui-ci, et ce dans une perspective se voulant, quoi qu'on en pense, critique et engagée (à gauche).

Ignorer ces apports est également regrettable dans la mesure où leur examen des pratiques culturelles « populaires » peut offrir matière à une déclinaison ranciérienne de l'émancipation : la migration de savoirs et de pratiques hors de leur environnement d'origine,

leur adaptation à des actions auxquelles ils n'étaient pas destinés – citons les formes de communalisation nourries par les musiques populaires, dont l'histoire offre de nombreux exemples de politisation (nous y revenons dans l'introduction à l'ouvrage que nous venons de codiriger sur cette question, *Politiques des musiques populaires au xxi^e siècle*). Cette perspective invite à faire la généalogie culturelle des mobilisations politiques, en tendant l'oreille à ce qui ne relève pas encore de la politique au sens classique, mais qui en constitue parfois les prémices. Si l'on souhaite rompre avec l'avant-gardisme et « observer ce qu'ils [les gens] font et savent faire » (p. 25), il faut alors, selon nous, considérer un espace plus vaste de pratiques que celles qui, si rien ne nous garantit en effet qu'elles soient pures, montrent tout de même patte blanche (ou rouge).

Jedediah Sklower, université Sorbonne Nouvelle, CIM/CHS-20^e s.

jedediah-sklower@hotmail.com